

## **REDD sur l'Amazonie : une victoire pour les populations, les arbres et le climat**

**Le REDD pour « Réduction des émissions dues à la déforestation et la dégradation » désigne un ensemble de mesures actuellement en négociations pour lutter à la fois contre la déforestation et les émissions de gaz à effet de serre. Le débat porte sur la manière de parvenir à rémunérer la protection des forêts c'est-à-dire sur la façon de rétribuer les services que la nature rend à l'homme comme la séquestration du carbone ou encore l'épuration des eaux.**

Au fin fond de la forêt tropicale humide du Brésil, une révolution silencieuse est en marche. Dans l'Amazonas, le plus grand État du pays, la population a adopté une approche baptisée REDD pour protéger les forêts en échange de fonds. Ce projet peut avoir d'énormes répercussions sur la réduction de la déforestation et des émissions de gaz à effet de serre, ainsi que sur l'éradication de la pauvreté, et c'est véritablement le moment de le mettre en place. En effet, entre 1990 et 2005, plus d'un million de km<sup>2</sup> de forêts tropicales ont disparu, dont la moitié en Amazonie. La déforestation étant responsable de plus de 17 % des émissions de gaz à effet de serre au niveau mondial, une diminution de l'abattage s'avère décisive si l'on veut véritablement atténuer le changement climatique. Mais l'Amazonie est particulièrement menacée par un développement non durable et le coût de l'inaction et du laisser-faire y est plus élevé que celui de la protection des forêts. Le programme REDD représente à l'heure actuelle la solution la plus prometteuse dans un contexte aussi explosif.

### **La logique perverse de l'abattage**

La déforestation reste encore et toujours un problème solidement ancré en Amazonie, dans la forêt tropicale humide la plus vaste et la plus riche du monde. Mais dans l'État de l'Amazonas, le plus grand du pays, des signes importants augurent d'un changement à venir.

L'Amazonas abrite environ 1,57 million de km<sup>2</sup> de forêt, soit six fois la surface du Royaume-Uni. C'est également dans cet État que se développe le Projet de Réserve de Développement durable de Juma, premier projet validé en toute indépendance en Amazonie qui prévoit de récompenser les populations locales pour la protection des forêts et la réduction des émissions de carbone qui en découle.

Baptisés REDD pour « *Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts* », ces projets s'attaquent à une redoutable situation en Amazonie : la déforestation dans cette région obéit en effet à une logique économique et sociale. Elle est le résultat d'un système pervers qui récompense financièrement ceux qui déforestent, qu'il s'agisse d'individus

s'emparant illégalement de terres, de déboiseurs illicites ou de personnes liées à l'industrie agroalimentaire. L'élevage du bétail, par exemple, est une activité hautement lucrative. Entre 1996 et 2006, le nombre de têtes de bétail dans l'Amazonie légale brésilienne, c'est-à-dire la partie du Brésil située tout autour du bassin de l'Amazone, est passé de 37 à 73 millions. La déforestation ne relève donc pas de l'irrationnel, de l'ignorance ou de la bêtise : les populations tirent bel et bien de véritables bénéfices, ou espèrent en tirer, de la déforestation et d'une exploitation non durable de la forêt.

En plus des impacts environnementaux d'une industrie agroalimentaire en pleine expansion et de pratiques forestières néfastes, le développement non durable en Amazonie a également entraîné une paupérisation de la population et des inégalités sociales importantes ; on y dénombre notamment la plus grande concentration de cas d'esclavage au Brésil. On observe d'ailleurs des injustices sociales du même ordre visant tout particulièrement les populations indigènes et traditionnelles dans d'autres régions des tropiques où se pratique la déforestation.

### **Un paradigme à changer**

Durant les dernières décennies, un optimisme prudent a vu le jour à mesure que des tentatives isolées pour freiner la déforestation ont donné des résultats positifs. Dans l'Amazonas, ce phénomène connaît un recul régulier puisqu'on est passé de 1582 km<sup>2</sup> en 2003 à 479 en 2008, soit une baisse de 70 %. Conséquence du changement politique en 2003 avec l'élection d'Eduardo Braga au poste de gouverneur, l'État a mis en oeuvre un certain nombre de politiques publiques destinées à réduire la déforestation et à améliorer les conditions de vie des populations habitant la forêt. Les enseignements tirés dans cet État et ailleurs peuvent être étendus à d'autres régions, adaptés et mis à profit.

La solution n'est évidemment pas simplement d'ordre technique. En effet, il faut commencer – rien que ça – par changer radicalement le paradigme du développement. Car les forêts sont depuis toujours considérées comme n'ayant aucune valeur et la foresterie, comme dépassée. Elles ne méritent donc pas d'être incluses dans les stratégies de « développement » ni de bénéficier des outils politiques classiques pour encourager le bon investissement tels que les avantages fiscaux ou des mesures appropriées concernant le crédit. Cependant, les inconvénients majeurs de la déforestation étant maintenant une réalité, il faut désormais que les forêts soient considérées comme des biens de valeur pour les personnes à titre individuel, les familles, le monde des affaires et les gouvernements. Le changement de paradigme doit se traduire par des politiques transverses couvrant la finance, l'éducation, la santé, l'énergie et les systèmes durables d'exploitation des terres.

En clair, les politiques des secteurs public et privé et des ONG doivent avoir ce message simple pour ligne de conduite : « *Les arbres ont plus de valeur debout qu'abattus* ».

La valorisation de la forêt amazonienne donne parfois des résultats très encourageants. On observe d'une part les résultats des politiques publiques qui visent à accroître la valeur des produits de la forêt comme le miel et le bois et qui soutiennent les investissements dans le secteur privé ainsi que l'entrepreneuriat socioenvironnemental. Dans l'Amazonas, la somme versée aux producteurs d'huile d'andiroba, tirée de la noix de Carapa guianensis, a été multipliée par 3,6 entre 2003 (lorsque des politiques de développement durable ont été mises en place) et 2008. Plus les produits tirés d'une exploitation durable de la forêt sont rentables, moins la déforestation n'a d'intérêt et plus le stimulus économique qui pousse à protéger la forêt est grand.

D'autre part, les services environnementaux tels que la séquestration et le stockage du carbone présentent un potentiel énorme et sont eux aussi un élément-clé de l'équation. Plus ces services auront de valeur, plus il y aura de ressources disponibles pour investir dans l'amélioration de la qualité de vie des populations locales et de leur capacité à générer des revenus.

### **REDD : s'appuyer sur le succès**

Le principal défi ne porte pas sur la façon de réduire la déforestation, mais sur la manière de financer cette réduction. La frontière agricole de l'Amazonie est sans cesse repoussée par une économie chaque année multimilliardaire. Si le combat est avant tout d'ordre économique, la victoire ne pourra être assurée que par un financement durable, c'est-à-dire par des programmes publics, privés et émanant des ONG destinés à stopper la déforestation au profit du stockage du carbone, de la conservation de la biodiversité, de l'approvisionnement en eau et de l'éradication de la pauvreté. Financer un nouveau paradigme de développement en Amazonie est relativement peu coûteux comparé aux services environnementaux rendus par ses écosystèmes forestiers.

Prenons l'eau, par exemple : chaque année, la forêt amazonienne en envoie 8 milliards de tonnes dans l'atmosphère. Personne n'a encore estimé le prix de ce service, mais il est pourtant d'une importance économique évidente pour la production agricole et électrique, ainsi que pour l'industrie qui génère plus d'un billion de dollars US par an. Et aujourd'hui, grâce à REDD, on a la possibilité de réaliser une estimation des services environnementaux relatifs au carbone en Amazonie. Certains sceptiques affirment que REDD connaîtrait des problèmes méthodologiques, mais le projet révolutionnaire Juma, dans l'Amazonas, est parvenu à passer outre ce type d'obstacle, y compris en définissant des points de comparaison qui servent de repères pour calculer les réductions d'émissions. A l'initiative du programme REDD, mené à bien sur place par la Fondation pour une Amazonie durable (FAS), les communautés de la réserve sont récompensées pour leur gestion. En 2008, le projet a été déclaré conforme au standard de l'Alliance Climat, Communauté et Biodiversité par TÜV SÜD, l'organisme de certification internationale. Et il a passé haut la main le test de méthodologie.

Le projet Juma fait partie d'une initiative plus large fondée sur le paiement des services environnementaux : il s'agit du programme « *Bolsa Floresta* » (subvention pour la conservation de la forêt). Lancé par le gouvernement de l'Amazonas et le géant brésilien de la banque privée Bradesco, ce programme est aujourd'hui financé par toute une série de participants. La chaîne d'hôtels Marriott, par exemple, finance le projet Juma à travers les dons de ses clients. L'investissement total, qui s'élève à 8,1 millions de dollars US par an, permet d'aider financièrement 6000 familles qui respectent l'objectif zéro déforestation au sein de tous les projets Bolsa Floresta. Ces familles touchent l'argent cash grâce à un système très pratique : une carte de paiement électronique accessible dans les banques et les postes de n'importe quelle ville. Les communautés bénéficient également d'investissements consacrés aux activités génératrices de revenus, aux programmes sociaux et au soutien des associations locales.

L'éradication de la pauvreté est en effet un paramètre-clé de la conservation de l'environnement. Le programme Bolsa Floresta est désormais prêt à s'étendre et l'IIED étudie actuellement le potentiel de tout un éventail de projets.

Le marché international du carbone a atteint 118 milliards de dollars US en 2008, mais seule une infime partie de cette somme a été investie dans la protection des forêts tropicales humides. De son côté, la communauté internationale va se retrouver face à un événement d'une importance stratégique capitale : les nouveaux accords internationaux sur le climat qui doivent être signés en décembre 2009 à Copenhague. Si ces accords intègrent le carbone des forêts à la fois en tant qu'instrument du marché et que mécanisme pour un financement intergouvernemental, alors ils auront marqué une avancée décisive.

La conservation des forêts et la réduction des gaz à effet de serre doivent figurer en tête de la liste des priorités lors de ces prochains accords. REDD peut provoquer le déclic qui conduirait à l'arrêt de la déforestation et à l'éradication de la pauvreté dans de nombreuses régions du monde. Comme l'a dit Nelson Mandela : « *Ceux qui ont faim ne peuvent pas attendre.* » Il faut de toute urgence déclencher une révolution au sein des forêts de la planète. Le temps presse.

**Virgilio Viana**, l'un des meilleurs spécialistes brésiliens de la protection des forêts a exercé des fonctions de secrétaire d'État de l'Environnement et du Développement Durable de l'Etat d'Amazonie. Il dirige l'Amazon Sustainability Foundation et est aujourd'hui chercheur invité à l'IIED, International Institute for Environment and Development, basé à Londres.